



François Hollande, V. Cumhuriyet'in ikinci Sosyalist Cumhurbaşkanı



Siyasi hayatının otuz yılını kulislerde geçirdikten sonra, François Hollande erişebileceği en yüksek mevkiye ulaşmış bulunuyor. Solun Pompidou'su olarak da adlandırılan 57 yaşındaki bu adam kendini 'tüm zamanların adamı' olarak nitelendiriyor.

(lire la suite page 6)



Élection de François Hollande : quels enjeux pour la Turquie?

Panorama du paysage diplomatique et intellectuel stambouliote sur les implications en Turquie de ce tournant politique français.

(lire la suite page 4)

Contes pour les grands 2



Dr. Hüseyin Latif

Directeur
de la publication

Le but principal de cet article devait être d'analyser les résultats des élections présidentielles françaises. Cette fois, j'ai décidé de rédiger mon texte de façon différente. En disant en dernier lieu ce que je devrais dire au début, en écrivant d'abord ce que je devais dire à la fin, cet article apparaît comme une approche théorique qui, plus qu'une analyse, pourra surprendre les lecteurs et les amener à réfléchir.

Je l'ai maintes fois souligné dans mes articles et dans mes propos, le classement des pays importants du monde ne peut être celui qui a été conçu pour les G20.

Il faut entendre par classement du G20 la répartition des grands marchés mondiaux, et donc de ceux qui les dirigent. Mais il y a aussi le G8 : ce sont eux les vrais maîtres des marchés, leurs gestionnaires réels. Pour rendre leurs résolutions sans problèmes, les pays membres du G8 se sont taillés sur mesure 12 pays, 12 marchés principaux.

Additionner les chiffres, les multiplier... Au sein d'un pays, montrer les ressources que possèdent certaines personnes et certains établissements du pays et étrangers, comme si elles appartenaient à tous les citoyens du pays, est généralement pour les politiciens un excellent outil manipulable à des fins politiques. Mais si les chiffres ne sont pas bien évalués d'un point de vue sociologique, en fin de compte, ils peuvent mener à des déceptions, entraînant des mouvements sociaux.

Afin d'évaluer la grandeur d'un pays, en plus du volume total de production, il faut autant que possible prendre en considération la répartition équitable, c'est-à-dire le niveau de bien-être (Prosperity Index)... Pouvoir disposer d'un logement, d'un travail, de l'accès à l'enseignement et aux services de santé et de la retraite à 60 ans sont les principales préoccupations des gens. Désormais, même la parité du pouvoir d'achat n'a aucun sens à elle

seule. Combien avez-vous d'écoles, de théâtres, d'opéras ? Et quels sont leurs chiffres de fréquentation respectifs ? Et n'oublions pas le nombre de bibliothèques et de musées ! Et mis à part ce que nous venons de citer, la diminution du nombre de prisons, de détenus en prévention, de prisonniers et de chômeurs sont des indices de hausse du niveau de bien-être.

Le meilleur exemple de ce qui précède est la Norvège. Avec une population de 5 millions, un revenu par habitant de 53 738 dollars et un taux de chômage de 3%, ce pays, qui ne figure pas parmi les pays du G20, est premier au monde sur le plan du niveau de bien-être. Par contre, si l'on examine le classement sur le plan du niveau de bien-être de l'Espagne, qui se trouve parmi les membres du G20, elle ne se classe qu'en 23^{ème} position avec un revenu de 30 243 dollars par habitant pour une population de 46 millions. Quant à un autre pays classé dans le G20, le Mexique (population de 110 millions, revenu par habitant de 15 114 dollars), nous constatons qu'il est en 53^{ème} position !

Le problème le plus crucial et qui est d'une importance vitale pour les populations, figure dans ces quelques lignes. Je veux aborder ce propos de façon beaucoup plus théorique et politique, en écartant la dimension économique de cette affaire qui est loin de satisfaire la majorité des citoyens. Il est indéniable que la politique influence l'économie et que l'économie influence la politique. En

politique, le développement social des pouvoirs, long et durable, que l'on appelle *stabilité*, est une réalité qui permet également le progrès. Pour cette raison, il faut un changement après chaque élection, et cela s'appelle *l'alternance politique*. C'est-à-dire que les différents courants politiques doivent se succéder au pouvoir, les uns après les autres. Essayons de développer un peu plus cette notion.

Pour que *l'alternance* (le changement) politique soit aussi fréquente que possible, il faut dans chaque cadre préconiser un seul mandat, et limiter la responsabilité des élus à une seule fonction. La politique doit davantage être conçue comme un service pour le pays qu'un métier, et en tous cas limitée à une seule période. En politique et dans la gouvernance du pays, la continuité de l'administration publique doit être davantage prise en considération que l'expérience personnelle.

Je tiens à noter ici un ou deux sujets de plus que nous devons, à mon avis, prendre en considération dans la notion de grandeur. En laissant, ici au moins, aux mathématiciens le soin d'élaborer une formule mathématique qui définira la grandeur d'un pays en prenant en compte la culture, l'éducation et le degré de liberté de façon à ce qu'ils se complètent, je vais essayer d'expliquer un peu plus en détail ce que j'entends par là.

(lire la suite page 3)



Ça y est, François Hollande est Président

L'éditorial de Mireille Sadège

(lire la suite page 2)



« L'espoir du retour d'un véritable partenariat franco-turc »

Selçuk Ünal, porte-parole du ministère des Affaires étrangères nous fait part des perspectives des relations franco-turques après l'élection de François Hollande.

(lire la suite page 5)



L'élection présidentielle française vue des États-Unis

Une tribune d'Ozan Akyürek

(lire la suite page 5)



Dr. Olivier Buirette

Historien

Les enjeux de la victoire de François Hollande le 6 mai 2012

6 mai 2012-10 mai 1981, un peu moins de 31 ans plus tard François Hollande vient de réussir la prouesse historique de devenir à la fois le second Président de gauche de la 5^e République française après la victoire historique de François Mitterrand, et le premier Président socialiste français du 21^e siècle.

Avec un score de 51,62 % pour François Hollande contre 48,38 % attribués à Nicolas Sarkozy, ainsi qu'une abstention de 18,91%, les tendances du premier tour devaient se confirmer.

En effet les choix pris dès le début de la semaine du 23 avril, à savoir le report massif des voix des candidats de gauche sur François Hollande, le ralliement certes à titre personnel du Président du MODEM François Bayrou et un débat le 2 mai dernier qui a tourné en faveur du candidat de la gauche, n'ont pas été de bonne augure pour le candidat-président. S'est ajouté à cela la volonté affichée par Nicolas Sarkozy de récupérer les 18% du vote du Front National: les dés étaient jetés et l'on pouvait déjà prévoir le score du 6 mai annoncé par les sondages de l'entre-deux tours.

Face à un tel vote qui exprime pour une bonne partie un rejet des 5 années de l'hyper-présidence de Nicolas Sarkozy, de nombreux défis vont s'imposer au nouveau chef de l'Etat. En premier lieu, bien évidemment le respect des engagements de campagne qui seront difficiles à tenir face à la situation internationale marquée avant tout par la poursuite de la crise de la zone euro alors qu'au même moment les choses semblent à nouveau s'agiter en Grèce.

Toutefois, la dynamique du couple franco-allemand qui avait servi du temps du Président sortant devrait se poursuivre étant donné que dès l'entre-deux tours, la chancelière allemande Angela Merkel avait annoncé qu'elle travaillerait avec la nouvelle majorité au pouvoir quelle qu'elle soit. Son souhait de rencontrer le nouveau Président a été clairement exprimé et annoncé dès le soir du 6 mai. Sans doute que l'alternance politique en France va redistribuer les cartes en ce qui concerne le choix de la stratégie à tenir face à la crise, et l'évocation d'un vaste plan de relance va sûrement occuper les Européens dans les semaines qui viennent.

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet www.aujourdhuiturquie.com

Le 6 mai 2012 à Istanbul

C'est avec un engouement certain que les Français et Franco-Turcs d'Istanbul ont accueilli le résultat – attendu, des élections présidentielles françaises. La victoire de François Hollande n'a fait que très peu de déçus. Cette soirée haute en émotion fut également l'occasion de s'intéresser à la réception de ces élections par la population turque – et d'avoir quelques surprises.

Une victoire socialiste attendue

Situé en plein cœur d'Istanbul, le consulat français a quintuplé les recettes de son bar le soir du 6 mai 2012. Dès 18 heures, l'Institut accueillait familles d'expatriés, étudiants en échange Erasmus, voyageurs de passage, et même intellectuels ou simple curieux venus s'informer et participer à la fête. Mères de famille et étudiantes éméchées par un bon verre de Bordeaux brandissaient fièrement leurs roses rouges : la victoire de François Hollande planait sur tous les visages. Pas de surprise donc – l'audience du grand écran de la salle de spectacle du consulat n'en a pas moins salué en longs applaudissements l'annonce des résultats.

La victoire socialiste à 51,62% des voix n'est ni très large, ni trop juste. Les français de Turquie, eux, se sont massivement prononcés en faveur du « *changement* ». Si la moitié des inscrits sur les listes d'Istanbul et d'Izmir ne se sont pas rendus aux urnes, 70 % de ceux qui ont voté ont choisi le candidat élu.

Un soulagement général se faisait donc sentir. Mais pour Antoine, étudiant en sociologie à l'Université d'Istanbul, cette victoire n'est « *qu'un point de départ pour un avenir meilleur* ». Elle lui donne tout au plus l'espoir de pouvoir enfin informer un Turc de sa nationalité française sans baisser les yeux, car « *la politique anti turque de Nicolas Sarkozy n'a pas seulement blessé les Turcs, elle a aussi marginalisé les Français de Turquie* ». Pour la première fois « *fier* » d'être français, ici à Istanbul, le plaisir est immense.

« Trois pauvres sarkozystes »

Dans cette ambiance rosée et arrosée, il était intéressant de s'attarder sur les trois seuls visages boudeurs de l'assemblée. Ces « *trois pauvres sarkozystes du fond de la salle* », comme les qualifie Juliette, journaliste stagiaire à Istanbul, observaient atterrés le joyeux remue-ménage. L'un d'entre eux, assureur implanté à Istanbul depuis 4 ans, n'est « *pas fondamentalement sarkozyste* ». C'est la « *situation économique de la France et de l'Europe qui [l']alarme* ». « *Aucunement une raison d'avoir voté à droite* » lui rétorque Juliette : « *Nicolas Sarkozy veut l'austérité, François Hollande la croissance* ». Dit comme cela, ça paraît simple.

Rejet d'une France archaïque

Cette incapacité chronique du président sortant à tirer la France vers le haut semble avoir exaspéré au plus haut point les Français de Turquie. « *En 10 mois de résidence à Istanbul, témoigne Claire, étudiante en droit international, j'y ai vu se construire deux gratte-ciels de bureaux, des logements sociaux, deux stations de métro ; j'ai assisté à l'inauguration de deux centres culturels et d'une galerie contemporaine... Cette ville ne dort jamais. Vue d'ici, la France, elle, semble avancer à reculons* ». Choisir d'organiser sa campagne autour d'un sombre amalgame entre

chômage, immigration et Islam, au moment où le pays traverse une crise sans précédent, fut l'ultime erreur du président déchu. Servant l'image d'un pays clôt sur soi, craintif de l'Autre, et donc très éloigné des enjeux internationaux contemporains, cette campagne n'a fait que renforcer l'amertume des expatriés français – en particulier dans un pays majoritairement musulman. Plus que ça, elle a contribué à diminuer leur sentiment déjà limité d'appartenance identitaire à la France.

Et les Turcs dans tout ça ?

Les Français ont donc fait le choix de prendre le premier risque politique en trente longues années. Il était temps. Dans quelle mesure la population turque a-t-elle été affectée par ces élections ? A la sortie du consulat, lorsqu'on interrogeait à ce sujet les promeneurs turcs d'Istiklal, la rue la plus fréquentée de la ville, les réponses variaient entre « *Sarkozy, bon débarra !* », « *c'était ce soir le deuxième tour ?* », ou encore « *et alors ?* ».

Cette dernière interrogation est sûrement la plus évocatrice. Depuis trois ans maintenant, le gouvernement turc semble avoir mis de côté le combat pour l'adhésion à l'UE et abandonné son intérêt pour les institutions européennes. Il est difficile de lui en vouloir : l'Europe immobilisée par les crises économique et financière, tentée par la fermeture de ses frontières, le repli identitaire et le vote des extrêmes, n'est plus guère séduisante pour un pays comme la Turquie.

Située au point de convergence des géants asiatiques, de la secousse démocratique du moyen Orient, et de la galère européenne, la Turquie semble faire un pied de nez à chacun d'entre eux en fonctionnant par et pour elle-même. Ce système donne ses fruits : le territoire maintient une croissance sans égale dans la région et le foisonnement multiculturel qui y règne lui attire les faveurs touristiques du monde entier. Toujours est-il qu'en Turquie, le consensus intellectuel sur l'importance de la poursuite des négociations d'adhésion à l'UE et l'espoir ranimé par l'élection de François Hollande, s'oppose foncièrement aux politiques gouvernementales – qui s'enlisent souvent dans le mépris de la forme démocratique, le non-respect des droits et libertés de sa population et de ses communautés. Combien de temps le pays pourra-t-il maintenir cet équilibre précaire ?

Ce qui est sûr, c'est que le soir du 6 mai 2012, les « *au revoir Sarko !* » vociférés au sein du consulat français, étaient supplantés dans la rue par les « *Haydi Galatasaray !* » saluant le véritable événement stambouliote de la soirée : l'affrontement entre les deux équipes de football ennemies, Galatasaray et Fenerbahçe. Le changement, donc ? « *Non, merci* » semble être la réponse turque appropriée.

* Laura Akhoun



Mireille Sadège

Rédactrice en chef
Docteur en histoire
des relations
internationales

François Hollande Président

Ça y est, c'est fait ! François Hollande est le 7^e Président de la Ve République. Je me souviens du jour où j'ai appris l'arrestation de Dominique Strauss Khan, j'avais pensé alors que Nicolas Sarkozy allait facilement emporter sa seconde élection présidentielle. Mais les choses ont évolué autrement, et voilà qu'un candidat accrédité à l'origine de 3% des intentions de vote emporte ces élections. Cette victoire, il ne la doit qu'à lui-même, car même au sein du Parti Socialiste (PS) cette perspective n'apparaissait pas réaliste. En témoigne cette phrase de Laurent Fabius : « *Hollande président ? On croit rêver !* »

Ça y est, tout comme dans le reste du monde, en France aussi les choses changent. Et là ce sont les images de la soirée du 6 mai qui me reviennent, la joie, l'espoir et la satisfaction des gens un peu partout en France : « *Je suis contente* », « *il faut que les choses changent* ». Le changement tant voulu est là et tous espèrent tout en sachant que les choses ne seront pas faciles.

Ça y est, « *en France, la gauche se réveille* » titre un quotidien turc et tous les regards sont désormais rivés sur une nécessaire modernisation de la gauche, celle-ci ayant dépassée le problème de leadership en son sein et l'accession au pouvoir. Dans une Europe aux prises avec une grave crise, tant économique que des valeurs, où le danger du repli et du rejet de l'autre deviennent chaque jour plus palpables et la tentation du rapprochement à l'extrême droite plus évidente, apporter des réponses aux questions des déçus et mécontents du système sera le défi à relever. Et, pour les problèmes économiques, la gauche peut faire la différence en procédant à un changement de gouvernance.

Ça y est, « *après Sarkozy, une nouvelle ère peut commencer avec Hollande* » pour la journaliste turque Nilgün Ceraoglu: la simplicité, l'égalité, la parité, le respect des libertés et la séparation des pouvoirs que proclament François Hollande sont les fondamentaux d'un État moderne.

Ça y est, enfin « *le temps d'un président normal est venu* » : c'est en basant sa candidature sur cette idée qu'il a transformé l'essai du premier coup, en remportant les élections dans une France qui vire à droite. Il a affiché une performance en faisant face à toutes les critiques : « *flou, mou, inexpérimenté* » et il a su affronter l'adversaire politique le plus coriace de sa génération : Nicolas Sarkozy. Reste une question, non des moindres : montrera-t-il autant de talent pour surmonter la crise et les difficultés que rencontre actuellement la France ? C'est ce que nous verrons.

Contes pour les grands 2

(Suite de la page 1)

Les réalisations culturelles et éducatives qui seront soutenues par les ressources sociales – indépendantes de la pression de l'Etat et du pouvoir et même de la coordination d'une seule institution – en toute équité et liberté, doivent montrer le niveau global de grandeur d'un pays. Pour que l'*alternance* soit assurée dans la production, en politique et dans le gouvernement, il faut la mettre sous garantie constitutionnelle en regroupant sous deux chapitres importants l'ensemble enseignement-culture, et les rubriques « liberté » (la liberté individuelle, à commencer par la liberté de la presse locale).

A partir des quelques concepts de base que je viens de présenter, je voudrais en arriver aux élections présidentielles françaises. En essayant d'apporter un souffle de néolibéralisme au nom de la modernisation d'un pays où la *conception d'Etat social* est traditionnellement forte, Nicolas Sarkozy, qui a perdu les élections présidentielles, a affaibli de l'intérieur la plupart des principes de base d'un Etat social existant traditionnellement que nous avons mentionné plus haut. Et il en a payé le prix lors des élections du 6 mai. Le peuple s'est réuni autour du Parti Socialiste, dans un éventail allant des écologistes aux communistes et au centre. Les voix de la plupart des électeurs de diverses tendances ont porté François Hollande au pouvoir, au nom du *changement absolu*. Toutefois, Hollande devra attendre le résultat des élections législatives de juin prochain pour pouvoir réellement diriger le pays avec une « vision de gauche ». Si l'Assemblée nationale se compose en majorité de socialistes et de

députés du consensus, la gauche contrôlera entièrement le pouvoir. Sinon, une nouvelle période de *cohabitation* s'inscrira dans les annales de la politique française.

A présent, les foules qui, en toute conscience, ont voté pour la nouvelle présidence de la République, attendent la renaissance d'une politique humaine digne de la grandeur de la France. Désormais, le nombre de ceux qui pensent qu'à chaque élection, la France doit faire un pas vers une politique qui constituera une nouvelle *alternance*, c'est à dire une sixième république pour un nouveau régime, est loin d'être négligeable. Cette *alternance* (le changement du 6 mai) doit signifier une évolution radicale du pouvoir entre les partis ; mais en réalité, la base de l'*alternance* se fonde sur les personnes (les acteurs de base) et leurs opinions politiques.

Il semble que la base de la sixième république pourra être fondée avec les élections des 10 et 17 juin. Ceux qui constitueront la première période de la politique nationale, composée de jeunes comme Najat Vallaud Belkacem- qui finalement a décidé de ne pas être candidate aux législatives pour rester au ministère des Droits de la femme- seront élus au Parlement. Si ces élus pouvaient prendre la décision du mandat unique et pour une seule période, la France, en progressant dans le sens de la grandeur dont nous avons parlé plus haut, pourrait inciter en ce sens d'autres pays. Mais les nouvelles qui parviennent, du moins en provenance de la droite, ne vont pas dans le sens que je préconise. 24 ministres de l'époque Sarkozy, y compris l'ancien premier ministre, se portent à nouveau candidats à l'Assemblée Nationale.

Les présidents de la République, les premiers ministres et les politiciens, sachant qu'ils ne pourront être élus que pour un seul mandat, ne s'occuperont désormais plus des journalistes, ils ne demanderont plus d'argent aux hommes d'affaires. Il n'y aura plus de Médiapart, de l'Oréal, ni d'autres affaires que nous ne pouvons citer ici ou que nous ignorons. Parce qu'à la fin des cinq ans de mandat, après les élections, il y aura l'*alternance* et la crainte d'un jugement irréversible. D'autre part, il faudrait aussi mettre fin aux élections législatives qui suivent immédiatement les élections présidentielles. Si les présidents de la République le jugent tout à fait nécessaire, qu'ils dissolvent le parlement, ils ont d'ailleurs le droit de le faire. Mais cela aussi, en conformité avec le principe du mandat unique. Cette partie paraît un peu plus difficile...

Dans le système de l'élection présidentielle en France, on recherche un accord de majorité (consensus) plutôt que la majorité absolue. En effet, lorsque nous examinons les résultats au premier tour des deux candidats qui rivalisent le 6 mai au second tour, nous pouvons constater combien infime était la différence entre eux. Ceux qui se sont trouvés les arbitres du second tour étaient François Bayrou et le leader de l'extrême droite, Marine Le

Résultat au premier tour (22 avril 2012)

François Hollande : 28,63 % **Nicolas Sarkozy : 27,18 %**
Différence entre les deux candidats principaux : 1,45

Jean-Luc Mélenchon : 11,11 % Marine Le Pen : 17,19 %
François Bayrou : 9,13 % Nicolas Dupont-Aignan : 1,79 %
Eva Joly : 2,31 %
Philippe Poutou : 1,15 %
Nathalie Arthaud : 0,56 %
Jacques Cheminade : 0,25 %

Résultat au second tour (6 mai 2012)

François Hollande : 51,63 % **Nicolas Sarkozy : 48,37 %**
Différence entre les deux candidats : 3,26

Pen. Les voix au premier tour de ces deux leaders s'inscrivaient en réaction à la vie politique et économique.

Comme on peut le constater au vu des résultats mentionnés ci-dessus, les voix obtenues par les deux candidats principaux au premier et au second tour, révèlent la situation réelle résultant d'un consensus politique écrit ou non entre les candidats. Et ce résultat électoral montre dès lors la répartition entre les forces politiques.

A la lumière de tout ce que nous avons voulu vous expliquer, la grandeur d'un pays, de nos jours, met en parallèle l'expérience humaine mentionnée ci-dessus, et l'épanouissement de sa conception des valeurs vers les masses dotées d'une large culture éducation et liberté. Le système électoral d'un pays est lui aussi un indicateur important de la participation sociale et de l'envergure du consensus.

* Dr. Hüseyin Latif
Directeur de la publication

Vous pouvez également lire cet article en turc sur aujourdhuilaturquie.com
[facebook.com/hlatifd](https://www.facebook.com/hlatifd)
twitter.com/hlatifd

François Hollande le Bienvenu

Nous avons tenu à recueillir quelques impressions et analyses suite à l'élection présidentielle en France dans le cadre des relations franco-turques et dans une perspective plus large, entre l'Union européenne et la Turquie.

« La politique de François Hollande ne pourra pas être pire que celle de Nicolas Sarkozy » : c'est le premier point commun des analyses sur l'élection de François Hollande à la fonction de Président de la République.

Il n'est pas nécessaire de rappeler la politique de Nicolas Sarkozy, fortement critiquée et détestée en ce qu'elle incarnait un rejet et une opposition totale à la Turquie, quel que soit le domaine visé. Au-delà de cette opposition fermée, c'était un oubli total des liens profondément historiques qui unissaient la France et la Turquie depuis des siècles et qui risquait de partir en miettes.

Par conséquent, François Hollande, décrit comme « un grand homme, très cultivé » avec un « sens du relationnel développé », ne peut représenter qu'une amélioration de la situation, basée sur une politique « plus humaine et moins conservatrice ». La communauté turque (les Turcs ayant

la nationalité française et ceux qui ne l'ont pas et qui n'ont pu voter) s'est mobilisée dans ce sens : tout d'abord en sanctionnant la position et les discours de « stigmatisation » de Nicolas Sarkozy, ainsi que la loi sanctionnant la négation du génocide. L'attitude hostile de l'ancien président a conduit les membres de la communauté (300 000 Turcs environ sur 500 000) qui votaient selon leurs propres convictions (François Bayrou pour le MODEM qui avait montré son soutien local à la communauté turque, Jean-Luc Mélenchon pour le Front de Gauche au 1er tour), à voter cette fois-ci massivement pour François Hollande, quelque peu dans une logique d'« antisarkozysme », à l'instar de la population française. Dès décembre 2011 les Franco-Turcs se sont fortement mobilisés pour inciter au vote (réunions, blogs, mobilisation sur les réseaux sociaux,...) à l'image d'un « lobby turc ». Ces éléments apparaissent exceptionnels au regard de la campagne de 2007, avec un Nicolas Sarkozy moins connu. Le slogan de campagne « Le changement, c'est maintenant » engage François Hollande sur le territoire français, mais aussi sur le plan des relations franco-turques. Son élection « représente un espoir », on attend une « politique plus équitable, plus juste » et une « appréciation de la Turquie à sa juste valeur » car un « apaisement »

est nécessaire pour aller dans un sens nouveau.

Sur le plan économique, cette nouvelle présidence française pourrait réduire les tensions commerciales entre les deux pays, ce qui serait sans nul doute un avantage pour les deux parties. Même conclusion sur le plan culturel et politique : une meilleure entente et compréhension entre les deux pays est un point positif et pourrait resserrer les liens existants depuis longtemps entre les deux pays pour avancer de façon positive. La situation en Syrie oblige aussi à considérer la Turquie comme partenaire essentiel.

Attendre et espérer

Cependant des points « noirs » subsistent et François Hollande est attendu sur ces questions déterminantes pour l'avenir franco-turc :

* Candide Louniangou-Ntsika

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet www.aujourdhuilaturquie.com

Nos remerciements à M.L'Ambassadeur Tahsin Burcuoğlu, à M.Önder, Président de la chambre de commerce franco-turque, à Mme Derya Mildon, Trésorière de la chambre de commerce franco-turque et avocate au barreau de Paris, à M. Enver Koltuk, homme d'affaires, à Mme Arzu Morin, journaliste au *Hürriyet* et à M. Vatan Bilgic, étudiant, pour le temps accordé aux questions.

Le mot de l'Ambassadeur



Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur Tahsin Burcuoğlu, qui avait œuvré de façon admirable pour entretenir les relations diplomatiques entre la Turquie et la France suite à la loi sur la négation du génocide (voir notre numéro du mois d'avril), a eu l'amabilité de s'exprimer sur l'élection de François Hollande.

Son opinion cristallise celle de ceux que nous avons interviewés : il est encore trop tôt pour avoir un avis définitif sur la future politique du nouveau président de la République à l'égard de la Turquie et les pouvoirs d'influence de l'Ambassadeur en ce domaine connaissent leurs limites. Cependant M. l'Ambassadeur est « optimiste » pour l'avenir des relations franco-turques et souhaite développer les relations entre les deux pays, ce qui semble tout à fait possible avec M.Hollande qui incarne le changement.

Les présidentielles françaises – regards croisés

En nommant le socialiste François Hollande à la présidence de la République, les citoyens français ont à la fois explicitement condamné le système sarkozyste et manifesté leur besoin de remaniement politique. Quels enjeux cette élection engage-t-elle sur le territoire turc? Est-ce vraiment le temps du changement? Panorama du paysage diplomatique et intellectuel stambouliote sur les implications en Turquie de ce tournant politique français.

La présidence de François Hollande : vers une reprise des relations franco-turques ?

Ilter Turkmen - Diplôme, ancien Ministre des affaires étrangères turc, ancien Ambassadeur de Turquie en France



Pouvez-vous résumer l'évolution des relations franco-turques au cours des dernières décennies ?

François Mitterrand avait compris les atouts géopolitiques de la Turquie et considéré ses arguments pour l'adhésion à l'Union européenne. A ce titre, il avait très bien reçu sur le territoire français le Président Turgut Özal. Les relations entre les deux États ont continué à s'amplifier avec la présidence de Jacques Chirac, grand ami de la Turquie. L'arrivée de Nicolas Sarkozy au pouvoir a engendré une sensible dégradation de ces liens. En accédant à la présidence, Nicolas Sarkozy avait d'emblée exprimé sa réserve sur l'adhésion de la Turquie à l'UE, en excluant toute possibilité de négociation. Selon lui, la Turquie n'était qu'un « pays d'Asie non destiné à rentrer dans l'UE » mais seulement destinée à faire office de « passerelle » entre les deux continents. Avec l'adoption par le Parlement et le Sénat français de la loi condamnant la négation du génocide arménien, nous avons atteint le degré zéro de l'entente entre nos deux pays.

Pensez-vous que l'élection de François Hollande va correspondre à la reprise du dialogue entre la France et la Turquie ?

François Hollande s'accorde avec son prédécesseur sur la loi condamnant la négation du génocide. Je pense cependant qu'il pourra reconsidérer sa position, qui ne correspondait alors qu'à une vulgaire intention de séduction du vote de la communauté arménienne de France. Il me semble par ailleurs que François Hollande est un homme plus ouvert d'esprit que Nicolas Sarkozy. Le Parti Socialiste est favorable à une prochaine adhésion de la Turquie à l'UE – Ségolène Royal s'était clairement exprimée à ce sujet pendant sa campagne de 2007. Ceci nous permet d'espérer une reprise de l'entente franco-turque.

Pensez-vous vraiment que François Hollande sera prêt à faire un pas en avant dans l'adhésion de la Turquie à l'UE sans que le pays ne reconnaisse officiellement le génocide arménien ?

Plusieurs éléments barrent actuellement la route à l'adhésion de la Turquie à l'UE : le problème chypriote, les questions arménienne et kurde, mais aussi la décision de Nicolas Sarkozy de verrouiller cinq chapitres du texte du processus de négociations sur l'adhésion. Ce texte a été validé par les institutions européennes lors de sa mise en œuvre. Sans même prendre une position absolument claire sur l'adhésion, il est du devoir de François Hollande de rouvrir ces chapitres dans le but de faire progresser le débat.

Quels devraient être les atouts de François Hollande ?

La France a les yeux rivés sur les ravages de la crise économique et financière. L'euro a énormément perdu en valeur pendant

le mandat de Nicolas Sarkozy. C'est un problème à l'échelle européenne et le président français sortant en est partiellement responsable. François Hollande s'oppose radicalement à Nicolas Sarkozy sur les enjeux économiques : il veut œuvrer pour une véritable croissance et non exclusivement pour une discipline monétaire. Le nouveau président fait preuve de la sagesse et de l'ouverture d'esprit qui manquaient sensiblement à Nicolas Sarkozy.

Quelle est l'actuelle position de la Turquie vis à vis de cette Europe en crise? Est-ce encore une bonne chose pour le pays d'évoluer vers l'adhésion ?

Pour la Turquie comme pour l'Europe, il est nécessaire d'aller au bout de ce processus. La position géostratégique de premier plan qu'occupe la Turquie, renforcée aujourd'hui au regard des événements politiques qui secouent le Moyen-Orient, constitue un atout indéniable pour l'Europe. La Turquie a également pleinement conscience des avantages de l'UE : ouverture des frontières, développement du commerce extérieur, pacte économique européen (sans nécessité d'entrée dans la zone euro). Surtout, la capacité de l'euro à consolider la démocratie de ses pays membres serait une aubaine pour notre pays. La démocratie en Turquie n'est qu'une forme qui manque de fond : elle est en transition et nécessite une consolidation. En adhérent aux institutions européennes, la Turquie pourra réformer ses propres institutions, en commençant par débloquent le problème primordial de Chypre. Bien sûr, un pacte se fait réciproquement : si la France ne change pas d'attitude, si l'UE reste éternellement réticente, la Turquie s'en sortira sans elles.



La politique étrangère française : des changements à venir ?

Ilter Turan, politologue et universitaire

Les affaires internationales ont été sensiblement absentes des débats de la campagne présidentielle française. Nicolas Sarkozy a souvent reproché à François Hollande « une incompétence » en termes de politique étrangère. Pensez-vous que ce manque d'expérience coûtera au nouveau président ?

Il faut d'abord s'interroger sur la nature de l'expérience de Nicolas Sarkozy lui-même avant son élection ! Ministre de l'Intérieur de Jacques Chirac, il n'était absolument pas spécialisé en politique étrangère. Pierre Moscovici et Laurent Fabius, socialistes aujourd'hui ministrables en affaires étrangères, semblent tout à fait qualifiés pour endosser ce rôle. L'expérience limitée de François Hollande en termes d'affaires étrangères ne constituera pas un handicap pour sa présidence.

La politique étrangère de la France ne devrait pas réellement être altérée par le changement de président. Les principaux enjeux semblent scellés : réduction de la dette des États de l'UE, modernisation de l'énergie nucléaire, pérennité au sein de l'OTAN, retrait des troupes d'Afghanistan... Attendez-vous une poli-

tique davantage progressiste de la part de François Hollande ?

On peut espérer des changements en politique étrangère française à l'échelle globale. Contrairement au président sortant, François Hollande semble souhaiter diffuser à l'international l'image d'une France confiante et indépendante de son ami américain. A ce titre, sa relation avec les USA serait altérée : le président élu entend par exemple rapatrier les troupes françaises d'Afghanistan un an avant le délai conjointement prévu par Nicolas Sarkozy et Barack Obama.

Les Français, avec l'élection d'un président socialiste, et les Grecs, avec les élections législatives anticipées, rejettent simultanément les formules d'austérité économique. Pensez-vous que le temps du changement du système économique européen ait enfin sonné ?

Les résultats de ces rendez-vous politiques correspondent à l'ultime expression démocratique : par le vote populaire, les peuples européens condamnent efficacement des régimes inappropriés. François Hollande souhaite revoir la formule « Merkozy », et restaurer un climat de paix économie en Europe. Cela va nécessairement influencer les autres pays sous la pression de l'austérité : l'Espagne et le Portugal vont pouvoir se réorienter vers une véritable recherche de santé et de stabilité économique. L'ascendance du système « Merkozy » sur l'Europe s'appête à s'effacer, et la formule franco-allemande à devenir dépendante des autres pays.

La couverture médiatique turque des élections françaises

Sami Kohen, journaliste au Milliyet



Sous quelles formes et dans quelle mesure les médias turcs ont-ils relayé les élections présidentielles françaises ?

Les médias et cercles politiques turcs ont porté un intérêt appréciable à ce tournant politique français. La médiatisation de cet événement en Turquie relève essentiellement d'un sentiment de satisfaction généré par le départ de Nicolas Sarkozy. Sa réélection aurait été catastrophique pour l'avenir des relations franco-turques : son rejet sans appel de la Turquie européenne a été très mal vécu par les Turcs. Ses positions ouvertement anti-turques ont également été particulièrement décriées par nos médias. Nous l'avons perçu comme un homme très rigide, impulsif et démesurément ambitieux. Ses grandes idées sur le rôle que la France doit jouer dans le monde nous ont souvent interloqués. Ce caractère le lie et l'oppose à la fois au Premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan : ils partagent les mêmes ambitions d'hégémonie sur la Méditerranée, le Moyen Orient, la région du Caucase etc. La crise en Géorgie a été la première mise en exergue de cette rivalité entre les deux hommes d'État, augmentée ensuite par les enjeux géopolitiques engendrés par le Printemps arabe.

Que pensent les médias turcs de François Hollande ?

Pour l'instant, nous ne le connaissons que très peu. Sa position concernant les frontiè-

res, les travailleurs immigrés et l'Islam semble très éloignée de celle de Nicolas Sarkozy, qui se plaisait à faire l'amalgame entre ces trois sujets. Le programme de François Hollande apparaît sensiblement plus social, plus humain. En somme la presse turque salue la sortie de Nicolas Sarkozy et porte beaucoup d'espoir sur la présidence à venir.

Les médias turcs ont-ils ressenti l'élection de François Hollande comme un véritable désir de changement des Français ou simplement une sanction de la politique de Nicolas Sarkozy ?

En élisant un homme si différent de son prédécesseur, les Français ont pris le risque de l'instabilité politique. Un véritable changement est attendu. Plus qu'une sanction contre le président sortant, il semble que les Français aient souhaité remettre l'idéologie d'extrême droite à sa place - c'est-à-dire sur les bancs du Front National, et non à l'UMP comme l'a fait sans aucune retenue aucune Nicolas Sarkozy tout au long de son mandat et davantage encore pendant l'entre-deux-tours.

Pourquoi n'y a-t-il pas eu de consensus des Français d'origine turque autour d'un candidat au premier tour ?

La communauté turque de l'Hexagone est très peu intégrée dans la société française. La plupart des Turcs de France ne sont pas des citoyens français et n'ont pas le droit de vote - et pas même la moitié de ceux qui le détiennent ne s'est rendue aux urnes. Ces dernières élections ont cependant rehaussé l'intérêt de la diaspora turque pour la politique française : s'il n'y a pas de cohésion assez forte entre les Français d'origine turque pour avoir un vote unanime, un consensus anti-Sarkozy a néanmoins été sensiblement palpable.

La loi visant à condamner la négation du génocide arménien approuvée par les candidats de l'UMP et du PS a provoqué le désarroi des Turcs de France. Ainsi il semble que la majeure partie d'entre eux ait voté pour Jean-Luc Mélenchon ou François Bayrou au premier tour. Les Français d'origine turque ont été tiraillés entre un vote dépendant de leur appartenance communautaire et un vote de citoyens français déterminé par des convictions politiques.

Comment expliquez-vous ce faible intérêt des Turcs de France pour la politique française en général ?

Comme en Allemagne, la majorité des expatriés turcs ne se considèrent pas ni culturellement, ni politiquement, intégrés dans la vie de leur nouveau pays. Ils sont essentiellement venus trouver du travail et élever leurs enfants, mais ont emporté avec eux leurs traditions et mode de vie. Comme tous les immigrés sur le territoire, les Turcs de France souffrent de la marginalisation contrainte imposée par la société française. Il me semble néanmoins que ces Français d'origine turque ne seront véritablement pris en compte dans la vie sociale française que lorsqu'ils s'impliqueront eux-mêmes dans le fonctionnement de la cité, quelle que soit leur orientation politique, et indépendamment de leurs revendications communautaires.

* Entretien réalisé par Laura Akhoun



Ozan Akyürek

Avocat au
Barreau de Paris
oakyurek@jonesday.com

L'élection présidentielle française vue des États-Unis

A écouter le Président-sortant, l'élection de François Hollande serait une catastrophe pour le rayonnement de la France à l'étranger, laissant une partie des Français croire – peut-être légitimement – que ce dernier aurait le monopole de la relation diplomatique avec les plus grands chefs d'Etat de notre planète.

Or, quelques heures après les premières estimations rendues publiques le 6 mai au soir à 20 heures, d'aucuns ont pu immédiatement constater que nombre de ces dirigeants ont immédiatement adressé un message de félicitation à François Hollande.

Parmi ceux-ci, il conviendra de relever le message du Président des États-Unis, Barack Obama qui a félicité le vainqueur de l'élection à la présidence française, et l'a invité à une rencontre bilatérale à la Maison Blanche avant les sommets du G8 et de l'Otan prévus dans deux semaines aux États-Unis, a annoncé le porte-parole de la Maison Blanche, Jay Carney.

De même source, il a été précisé que « le président Obama a déclaré avoir l'intention de travailler étroitement avec M. Hollande et son gouvernement sur un ensemble de dossiers difficiles en matière économique et de sécurité ».

Il est vrai que l'élection présidentielle française n'a pas vraiment passionné les Américains. Lors de cet appel, « le président Obama et le président élu Hollande ont tous les deux rappelé l'alliance importante et durable entre les Américains et les Français », a conclu le porte-parole.

Il faut dire que les Américains sont relativement confiants concernant certains dossiers majeurs comme le sujet iranien ou encore syrien.

Il est en effet peu probable que le futur Président Hollande décide de changer la ligne jusque là adoptée par la France. Certains iront même jusqu'à dire que la victoire de François Hollande est plutôt une bonne nouvelle et marquera une rupture avec Nicolas Sarkozy jugé imprévisible et impulsif.

Les Américains ont encore en mémoire l'annonce par le Président sortant du retrait de manière anticipé des troupes d'Afghanistan suite à la mort de quatre soldats français en janvier 2012.

Autrement dit, la vague de panique annoncée par le Président sortant au lendemain de la victoire de François Hollande n'a pas eu lieu outre-Atlantique.

L'espoir du retour de l'amitié et d'un véritable partenariat franco-turc

Selçuk Ünal, directeur général adjoint du Département de l'information et de la presse, porte-parole du ministère des Affaires étrangères depuis 2010, nous fait part des perspectives des relations franco-turques et des rapports avec l'UE après l'élection de François Hollande à la fonction de Président de la République.

Avez-vous pu suivre les élections présidentielles en France et que pouvez-vous nous en dire ?

Comme dans plusieurs pays, nous avons suivi en Turquie de très près les élections. Monsieur Hollande a gagné le second tour des élections du 6 mai avec 51,63% des suffrages en faveur du Parti Socialiste (PS).

Quelle est, selon vous, l'importance des bonnes relations Franco-turques ?

L'état actuel des relations Franco-turques n'est tout simplement pas à la hauteur des relations qui remontent à plus de cinq siècles. Notre souhait est qu'avec l'élection de François Hollande, cette situation cède place à une ambiance sereine, à l'amitié et à un véritable partenariat entre les deux pays. Cela servira à oublier les problèmes du passé. Partant de ce constat, notre pays sera prêt, parallèlement, à l'évolution des relations bilatérales, à une meilleure collaboration avec la France au sujet des grandes questions régionales et internationales ainsi qu'à l'avenir de l'Europe.

Comment l'arrivée de M. Hollande va-t-elle contribuer à l'amélioration des relations franco-turques et Turquie-UE ?

Le Président Gül et le Premier ministre M. Erdogan ont envoyé un message de félicitations à M. François Hollande. La position de la France au sujet des événements de 1915 et les développements sous la présidence Sarkozy nous ont contraint à adopter des réponses. Même après la sage décision du Conseil Constitutionnel, qui a abrogé la loi pénalisant la négation du « génocide arménien », nous avons vu que le pouvoir ne voulait pas en rester là. Et s'il n'y a pas eu de suite c'est certainement en raison des élections et d'une actualité chargée concernant

la politique intérieure de la France. Néanmoins, nous connaissons les déclarations publiques de tous les candidats à la présidentielle à ce sujet.

Naturellement, connaissant ces positions, nous allons suivre leurs évolutions, tout comme nous suivons la formation du nouveau gouvernement en France. Dorénavant, chaque décision, chaque mesure prise par la France et ses leaders politiques aura un effet immédiat dans la détermination de nos positions et décisions.

Et enfin nous allons voir tous ensemble la position du nouveau pouvoir en France quant aux relations entre la Turquie et l'Union Européenne. À ce niveau nous souhaitons vivement l'ouverture des chapitres suspendus pour des motifs politiques sous la présidence de M. Sarkozy, mais aussi l'ouverture de nouveaux chapitres de négociations.

Selon-vous pour une Turquie en pleine croissance économique, quel serait l'intérêt d'intégrer l'UE ?

L'adhésion à l'Union Européenne est un but stratégique de la Turquie. Elle veut toujours y adhérer et continuera à faire de son mieux dans cette voie. D'ailleurs, les efforts du pays pour l'adoption et l'application des critères politiques et économiques imposés par l'UE prouvent sa détermination. La politique menée par la Turquie dans le domaine économique montre qu'elle est l'un des pays le moins touché par la crise économique mondiale. Cette réalité est d'ailleurs démontrée concrètement par la croissance nulle ou négative des pays membres de l'UE et l'augmentation du taux de croissance annuel de la Turquie.

L'autre problème est le taux très élevé du chômage en Europe qui a atteint 15 millions de personnes l'année dernière.

Rappelons que la Turquie est parfaitement intégrée à l'économie mondiale et qu'elle possède de réelles relations économiques, commerciales et financières avec les pays membres de l'UE. Autrement dit, l'adhésion de la Turquie à l'UE est bénéfique aux deux parties.

Nous constatons une montée très importante en France ainsi qu'en Europe des partis d'extrême droite, cette situation vous inquiète-elle ?

Comme nous l'avons évoqué plus haut, l'Europe traverse une grave crise économique, le taux de chômage est élevé



et continue d'augmenter. Pendant ces périodes difficiles, ceux qui se considèrent comme les « propriétaires » du pays vont accuser les immigrés comme responsables de la crise, ce qui est à l'origine de la montée du racisme. Cela ne concerne pas seulement les Turcs, mais également les Africains, les Pakistanais les Algériens...

N'oublions pas que l'Europe a déjà vécu une crise économique en 1929, mais à l'époque, il n'y avait pas autant de diversité culturelle. Si la crise actuelle prend de l'ampleur et devient comme celle de 1929, nous serions face à un grand danger. À ce sujet, je peux dire que nous sommes très inquiets, la politique doit être prête pour contrer cette situation. Les attaques contre la population turque en Allemagne et l'assassinat d'un Grec attisent encore plus notre inquiétude.

Croyez-vous que l'arrivée d'un parti de gauche au pouvoir pourra résoudre les problèmes économiques de l'Union Européenne ?

La crise économique en Europe durera encore un certain temps. Monsieur Hollande a présenté sa politique économique durant sa campagne, mais seuls les Français pourront juger les promesses économiques de leur nouveau Président.

* Selçuk Ünal

Bulletin d'abonnement

12 numéros : 50 € Turquie 30 € France 70 € Europe Version PDF : 50 €

Envoyez un mail : altinfos@gmail.com

Mode de paiement pour la Turquie : virement Yapi Kredi
(no de succursale : 0 217 Moda Istanbul no de compte en euros : 60901314; en TL : 60825808)

BizimAvrupa Yayıncılık Ltd. Moda Cad. No: 59 D.3 34710 Istanbul - Turquie
Tel: 0216 550 22 50 Fax: 0216 550 22 51 Email: alaturque@gmail.com
Les Éditions CVMag 37, rue d'Hauteville 75010 Paris

alt
87



Hafif içimiyle yepyeni bir keyif...

François Hollande, Cumhurbaşkanı

(1. sayfadan devam)

1954'te Rouen'de doğan François Hollande iyi bir öğrenci ve aynı zamanda amatör bir futbolcuydu. Ailesi ile birlikte Neuilly-Sur-Seine'e taşındıktan sonra, hukuk, siyasi bilgiler ve HEC'de ekonomi eğitimi yaptı. 1980'de Ulusal Yönetim (Bilimleri) Okulu'nun -Ecole Nationale d'Administration- Voltaire promosyonunu yedinci olarak bitirdi. O yıl mezunlar fotoğrafında sonradan dört çocuğunun annesi olacak Ségolène Royal'ı da görmekteyiz.

François Hollande, eğitiminin sürdürürken UNEF adlı solcu öğrenci sendikasında da çalıştı ve 1979'da Sosyalist Parti'sine girdi.

François Mitterand'ın danışmanı Jacques Attali tarafından keşfedilen Hollande 1981 Cumhurbaşkanlığı seçimlerinde faal görev aldıktan sonra Elysée Sarayı'nda görev yaptı. Aynı yıl yapılan milletvekilliği seçimlerinde Jacques Delors'un aday olmayı reddettiği, Jacques Chirac'ın bölgesi Correz'e üçüncü seçim bölgesinden aday oldu ve seçimi 350 oy farkla kaybetti.

6 Mayıs günü "Beni hafife alan herkes yanıldı," sözü bir nevi François Hollande'in portresini çizmiş oluyordu. Bir yıldan daha az bir sürede aday adaylığından 5.ci Cumhuriyet'in ikinci sosyalist Cumhurbaşkanı olarak Elysée'ye taşındı.

Jean de la Fontaine'in 'İnatçı kaplumbağa ve esnek kamyş' hikayesinde anlatıldığı gibi Correz'e Milletvekili sabır ve kararlılıkla, azim ve hırsıyla hazırlanmış bir

başarının köklerini yavaşça salmıştı. François Hollande, Correz'e topraklarından "Benim köklerim orada" diye bahsederken, siyasi hayatının başlangıcını borçlu olduğu Fransa'nın merkezinden uzak kalmış bu bölgede kalıcı izler bırakmak istiyordu. 2008'den beri kırsal bir bölgenin başkanlığını yapan François Hollande, aslında kırsal bölge çocuğu değil. 'Kaderi Değiştirmek' adlı kitabında da yazdığı gibi orta sınıf bir ailenin çocuğu, doktor babası Fransa'nın Cezayir'de egemenliğini savunarak ve kendi inançlarına ters düşen, düşünsel gelişmesine zarar veren inançlar öğretiyordu. Annesi ise sonsuz iyilik duyguları besleyen ve herkesi mutlu etmeye çalışan bir sosyal asistandı.

'Her zaman vaktim var'

1983'de François Hollande Pierre Mauroy hükümetinin art arda sözcülüğünü yapan Max Gallo ve Roland Dumas'nın çalışma gruplarında direktör olarak görev aldı. Aynı yıl Ussel ili Belediye Meclisi'ne üye seçildi. İki sene sonra, Tulle seçim bölgesinden seçilirken hayat arkadaşı Ségolène Royal da Les Deux-Sèvres'den milletvekili seçilerek parlamentoya girdi. Genç çift bu şekilde Millet Meclisinde büyük ilgi topladı. Daha sonra François Hollan-



de Sosyalist Parti'de yükselişe geçerek Parti Sözcüsü oldu. 1997'nin sonlarında Lionel Jospin Başbakan seçilip Matignon'a gidince 43 yaşında kendisini Sosyalist Parti'nin başında Birinci Sekreter olarak buldu. 11 yıl boyunca Lionel Jospin'nin gölgesinde çalıştı. 21 Nisan'da Sosyalist Partinin 2005'te

yapılan Avrupa Anayasası için referandum hakkında belirleyici gerekçeleri vardı. Eski Başbakan Laurent Fabius'un aksine François Hollande bu fikri savunmuş ve oyunu 'Evet' yönünde kullanmış ve Paris Match dergisinde Nicolas Sarkozy ile birlikte kapakta yer almıştı. Sarkozy'nin galip olarak çıktığı 2007 cumhurbaşkanlığı seçimlerindeki sosyalist partisi aday Ségolène Royal için çalışma yapmamasının yanı sıra çiftin gizlice ayrılmakla meşgul olduğu gözlemlenmiştir.

'Yarın bir başka gün'

Lionel Jospin'in Cumhurbaşkanlığı seçimlerini kaybetmesinin ardından, François Hollande Reims Kongresi'nde Sosyalist Parti'nin yönetimini Martine Aubry'ye gergin bir ortamda bırakır, bu olay her şeyin sorgulanmasına ve yeniden gündeme gelmesine neden olmuştur. "Her anlamda yalnız bir adamdı, arkadaşlık, aile ve iş çevresinden yok-sundu. İşte o zaman ne kadar sağlam,

dengeli bir psikolojiye sahip olduğunu anladım" diyordu Senatör Frédérique Espagnac. "Yarın yeni bir gündür," sözüne bağlı kalarak François Hollande ardına bakmadan mücadeleye devam etti. Haziran 2009'da Lorient kentinde yaptığı bir konuşmada seçimlerde aday olduğunu bildirmiştir.

Resmi seçim kampanyası süresinde 'normal bir aday' gibi davranan ve üç tekerlekli motorsiklete binen, bir hayli zayıflamış ve şakacı mizahı kenara bırakmış bu 'normal aday' herkes için bir yabancıydı.

Paris'te, François Hollande Strauss-Kahn'ın kamuoyu araştırmalarındaki favori ünvanını sessizce aldı. Correz'e Milletvekili Sosyalist Parti'nin bünyesinde kampanyasına devam ederek % 56 oyla 16 ekim 2011'de Sosyalist Parti'nin resmi adayı oldu. 22 Ocak'ta söylediği 'insanları paradan daha çok seviyorum' sözleri Bourget kampanyasının başlangıcı için çok önemli bir unsur oldu.

Konuşma tarzı Mitterand'ı andırırken, insanlarla olan iletişimi ise Jacques Chirac'ınki gibi. François Hollande'un yüzünden eksik olmayan gülümsemesi gizliliğini koruyor.

Bir kaç senedir François Hollande gazeteci Valérie Trierweiler ile yaşıyor. 'Yetenekli olduğunu biliyordum, seçim kampanyasında bu kadar emin olması ve hiç yanılmaması beni çok şaşırttı. Sanki başka bir boyuta geçmiş gibi diye belirtiyordu gazeteci Valérie Trierweiler.

Yeni Türk-Fransız ilişkileri dönemi

Enformasyon Genel Müdür Yardımcılığı'nda Elçi- Genel Müdür Yardımcısı ve Bakanlık Sozcusu Selçuk Ünal'le Fransadaki Cumhurbaşkanlık seçimleri et bu yeni dönemde Türkiye Fransız ilişkilerini konuştuk.

Fransa'da yapılan genel seçimleri takip edebildiniz mi ve düşünceleriniz nedir?

Bir çok ülke gibi Türkiye ve Türk kamuoyu da Fransa ve diğer Avrupa ülkelerinde gerçekleşen seçimleri yakından takip etmiştir. Fransa'da 6 Mayıs 2012 tarihinde gerçekleştirilen Cumhurbaşkanlığı seçimi ikinci turunu Sosyalist Parti (PS) adayı François Hollande, oyların %51,64'ünü alarak kazanmıştır.

Türkiye ve Fransa arasındaki ilişkilerin iyi olması sizce ne açıdan önemli ?

Beş asrı aşkın bir geçmişi olan Türk-Fransız ilişkilerinin bugünkü durumu, köklü tarihine yakışmamaktadır. Temennimiz, seçim heyecanının ardından sağduyu yeniden geri kazanıldığında, yeni Cumhurbaşkanı François Hollande döneminde ilişkilerimizin dostluk ve ortaklık anlayışıyla yürütülmesi, bu yolda son bir kaç yıla mahsus sıkıntılarının geride bırakılmasıdır. Bu anlayışla hareket edildiği takdirde, ülkemiz, ikili ilişkilerin geliştirilmesinin yanı sıra Avrupa'nın geleceği ile bölgesel ve uluslararası konularda da Fransa ile yakın işbirliğinde bulunmaya hazırdır.

Fransız Hollande'ın gelişyle Fransa ile Türkiye arasında ilişkilerin iyileşme göstereceğini düşünüyor musunuz?

Sayın Cumhurbaşkanımız ve Sayın Başbakanımız Sayın Hollande'a birer kutlama mesajı göndermişlerdir.

1915 olayları hakkındaki Fransız tutumuna gelince, bildiğiniz gibi Fransız Cumhurbaşkanı Sarkozy'nin yönetiminde başlatılmış olan bir girişim vardı, bu girişim karşısında biz de birtakım önlemler açıklamıştık, tedbirler açıklamıştık, bunlar gündeme de konmuştu. Daha sonra Anayasa Konseyi'ndeki sağduyulu kararın arkasından bu girişimin tekrar edileceği anlaşıldı, ancak Fransa'daki iç siyasi gelişmeler çerçevesinde bildiğimiz kadarıyla bu konu bu aşamadan daha ileri gitmedi. Ancak tüm siyasi liderler, Cumhurbaşkanlığı yarışına katılmış olan siyasi liderlerin bu konuda yapmış oldukları, kamuoyuna yansımış olan açıklamalar var. Biz tabii ki öncelikle bu açıklamalara bakmak ve bunları ile ilgili safhalarda izlemek durumundayız. Fransa'daki yeni Hükümetin kurulmasını tabiiyle beklemek durumundayız. Bundan sonraki Fransız siyasi liderlerinin veya hükümetinin alacağı tedbirler ve atacağı adımlar doğal olarak bizim adımlarımızda da belirleyici olacaktır.

Avrupa Birliği ile ilişkilerde de sizce her hangi bir değişim/gelişim olabilir mi?

Fransada yeni yönetimin Türkiye-AB ilişkilerine yönelik nasıl bir tavır takı-

nacağını ise hep beraber göreceğiz. Ama temennimiz, beklentimiz, tabiiyle Sarkozy döneminde siyasi nedenlerle askıya alınmış, müzakereye dahi açılmamış olan müzakere başlıklarının hepsinin müzakereye açılmasıdır.

Ekonomik anlamda büyük bir gelişme kaydeden bir Türkiye için sizce Avrupa Birliği'ne girmek nasıl bir yarar sağlayabilir?

AB üyeliği Türkiye'nin stratejik dış politika hedeflerinden biridir. Türkiye'nin AB'ne tam üyelik amacı halen sürmektedir. Türkiye bu alanda elinden geleni yapmaya devam edecektir. Türkiye'nin su ana kadar siyasi ve ekonomik kriterleri karşılama gösterdiği başarı zaten bu alandaki kararlılığının bir göstergesidir. Türkiye'nin ekonomik alanda yürüttüğü politikalar küresel ekonomik krizden su aşamada en az etkilenen ülkelerden biri olduğunu göstermektedir. AB ülkelerindeki eksi büyüme rakamları göz önüne alındığında, Türkiye'nin yıllık büyüme oranlarındaki artış ve diğer istatistikler de bu durumu somut bir biçimde teyit etmektedir. Keza, AB ülkelerindeki işsiz kişi sayısı geçen yıl bir buçuk milyon artarken, Türkiye'de geçen yıl bir buçuk milyon kişiye daha istihdam yaratılması bunun bir başka örneğidir.

Küresel ekonomi ile bütünleşmiş Türkiye, AB üyesi ülkelerle de somut ekonomik, ticari ve finansal ilişkilere sahiptir. Türkiye'nin AB'ye tam üye olması bu ilişkileri her iki taraf için de yararlı ola-

cak bir şekilde daha da geliştirecektir. Diğer bir ifadeyle, Türkiye'nin AB'ye tam üye olması her iki taraf için de somut kazanç sağlayacaktır.

Fransa'da ve genel olarak Avrupa'da sağ ve aşırı sağ partiler gittikçe güçleniyor bu gelişimi tehlikeli buluyor musunuz ?

Avrupa'nın ağır bir ekonomik kriz içinde olduğu belirgin bir şekilde görülmektedir. Avrupa'da işsizlik oranı yüksektir ve artmaya devam etmektedir. Bu tür ekonomik krizlerde genel olarak, kendilerini bir ülkenin sahibi olarak gören kişiler içinde buldukları kötü durumdan başkalarını, çoğunlukla göçmenleri sorumlu tutabilirler. Böyle dönemlerde sık bir şekilde yabancılara karşı nefret oluşmaya başlar. Bu mutlaka Türklere yönelik olmak zorunda değildir. Bundan önceki siyasi Afrikalılar, Pakistanlılar ya da Cezayirli de etkilenebilir. Avrupa 1929 yılında da ekonomik bir krize girmişti. Ancak Avrupa günümüzde kültürel açıdan o zamana göre çok daha çeşitli hale gelmiştir. Güncel kriz bu kıtayı o zamanki şiddetiyle etkilerse çok büyük bir tehlike ortaya çıkabilir. Bu açıdan gerçekten çok endişeli olduğumuzu söylemeliyim. Siyaset, böyle bir duruma hazırlıklı olmalıdır.

Almanya'da son dönemde ortaya çıkarılan bazı Türk vatandaşlarının ve bir Yunan vatandaşının cinayete kurban gitmesi olayları, endişemizin haklılığını ortaya koymaktadır.



Dr. Hüseyin Latif

Directeur
de la publication

Büyüklerle Masallar 2

Bu yazının asıl amacı Fransız cumhurbaşkanlığı sonuçlarını analiz etmek olmalıydı. Bu defa yazımı daha değişik bir şekilde yazmaya karar verdim. İlk söyleyeceğim şeyi en son söyleyerek yazıma başlıyorum. En son söylemem gereken şeyi en başta yazınca bu yazı bir analizden çok okuyucuyu şaşırtabilecek, düşünmeye yöneltmek kuramsal bir yaklaşım olarak ortaya çıktı.

Pek çok yazımda ve konuşmamda belirttim, dünyanın büyükleri sıralaması G20'ler için yapılan sıralama olarak düşünülmemeli.

G20 sıralamasından yeryüzündeki büyük pazarların paylaşımı ve dolayısıyla yönetimi anlaşılmalıdır. Ama bir de G8 var ki; asıl pazarların sahibi, fiili yöneticileri onlardır. G8 üyeleri uygulamalarının sorunsuz olması için kendilerine uygun 12 ülke (ana pazar) icat etmişlerdir.

Rakamları toplamak, çarpamak; bir ülke içerisinde bir kısım yerli ve yabancı kişi ve kurumların sahip oldukları kaynakları tüm ülke vatandaşlarına aitmiş gibi göstermek genellikle politikacılar için iç politikada kullanılan iyi malzemedir. Fakat rakamlar sosyolojik açıdan iyi değerlendirilmezse eninde sonunda toplumsal hareketliliğe sürükleyecek boyutta hayal kırıklıkları yaratabilir.

Halbuki büyüklük için toplam üretim hacminin yanı sıra, mümkün olduğu kadar eşit dağılım, yani *refah düzeyi* göz önünde tutulmalı... Ev, iş, eğitim, sağlık hizmetleri ve 60 yaşında emekli olabilmek insanların sahip olmayı istedikleri en temel konuların başında geliyor. Artık *Satın Almagücü Partisi* bile tek başına bir anlam taşımamakta. Kaç okul, kaç tiyatro, kaç operanız var; bu yerlere kaç kişi girer çıkar? Kütüphane, müze sayılarını da unutmamamız gerek! Bu saydıklarımızın dışında hapishane, tutuklu, mahkum ve işsiz sayısının düşüklüğü de refah düzeyini yükselten öğelerdendir.

Yukarıdaki tanıma en uygun örnek Norveç olup, adı G20'lerde anılmayan bu ülkenin nüfusu 5 milyondan biraz daha az olmakla birlikte kişi başına gelir 53.738 bin doların üzerinde ve işsizlik oranı % 3 olup *refah düzeyi* sıralamasında dünyanın birincisi. Nüfusu 46 milyon, kişi başına geliri 30.243 dolar olan İspanya G20'lerde bulunmakla birlikte *refah düzeyi* sıralamasına bakılırsa 23. sıraya gerilemekte. Yine G20'lerde yer alan bir başka ülke Meksika'yı ise (nüfus 110 milyon, kişi başına gelir 15.114 dolar) 53. sırada görmekteyiz!

Yığınları yaşamsal olarak etkileyen en can alıcı problem, işte bu anlattığımız satırlarda saklı. Benim gibi pek çok kişiyi

tamamen tatmin etmeyen, için bu ekonomik yanına biraz daha kuramsal ve politik yaklaşmak istiyorum. Politikanın ekonomiyi, ekonominin politikayı etkilediği tartışılmaz bir gerçektir. Politikada *stabilite* adına uzun ve kalıcı, kendini mutlak gören iktidarların toplumsal gelişme, ilerleme önünde yarar sağlamadığı da bir gerçektir. Bu yüzden her seçim sonrası değişim gerekmektedir ve buna da literatürde *alternance politique* adı verilmektedir. Yani değişik politik akımların birbirinin yerine iktidara geçmeleri. Biz bu kavramı biraz daha genişletmeye çalışacağız.

Siyasi *alternance*'ın (değişim) mümkün olduğu kadar sık olması için yönetimin her kadrosunda *tek dönemliliğe* önem verilmeli, seçilmişlerin sorumluluğu tek bir görevle sınırlanmalıdır. Hatta politikanın bir meslekten çok, ülke için bir hizmet anlayışına dönüşmesi ve mutlak olarak tek dönemli olması gerek. Politikada ve ülke yönetiminde şahsi deneyimden çok devlet yönetiminin devamlılığı göz önüne alınmalıdır.

Kanımcı büyüklük tanımının içine almamız gereken en önemli konulardan bir iki tanesini daha burada belirtmek istiyorum. Kültür, eğitim ve özgürlük kavramlarının sayısallaştırılarak birbirlerini tamamlayacak şekilde bir ülkenin büyüklüğünü gösterecek matematiksel bir formülün geliştirilmesini en azından burada matematikçilere bırakarak ne kastettiğimizi biraz daha detaylı anlatmaya çalışacağım.

Toplumsal kaynakların -devlet ve iktidar baskısından ve hatta tek kurum koordinasyonundan bağımsız- özgür ve eşit olarak destekleyeceği kültürel ve eğitsel çalışmalar o ülkenin global düzeydeki büyüklüğüne etkin olacaktır / olmalıdır. Üretim, politika ve yönetimde *alternance*'ın garantiye alınması için eğitim-kültür birlikteliği, özgürlük (kişisel özgürlük ve en başta da yerel basın özgürlüğü) başlıkları iki önemli madde altında toplanarak anayasal garanti içerisine alınmalıdır.

* * * *

Yukarıda başlıklar halinde sunduğum bazı temel kavramlardan son yapılan Fransa Cumhurbaşkanlığı seçimlerine gelmek istiyorum.

Cumhurbaşkanlığı seçimini kaybeden Nicolas Sarkozy, *sosyal devlet anlayışının* geleneksel olarak güçlü olduğu bir ülkeye modernleşme adına neo-liberalizm rüzgarlarını getirmeye çalışınca yukarıda saydığımız geleneksel olarak varolan sosyal devlet temelindeki kavramların çoğunun içini zayıflattı. Ve bunun karşı-

Birinci tur sonucu (22 Nisan 2012)

François Hollande: % 28,63 **Nicolas Sarkozy: % 27,18**
İki ana aday arasındaki puan farkı : 1,45.

Jean-Luc Mélenchon: % 11,11 Marine Le Pen: % 17,19
François Bayrou: % 9,13 Nicolas Dupont-Aignan: % 1,79
Eva Joly: % 2,31
Philippe Poutou: % 1,15
Nathalie Arthaud: % 0,56
Jacques Cheminade: % 0,2

İkinci tur sonucu (6 Mayıs 2012)

François Hollande: % 51,63 **Nicolas Sarkozy: % 48,37**
İki aday arasındaki puan farkı : 3,26

lığını da 6 Mayıs seçimlerinde aldı. Halk, Sosyalist Parti'nin etrafında yeşillerden komünistlere ve merkez sağa uzanan bir yelpazede birleşti. Değişik eğilimlerden oluşan seçmen kitleleri oy verdikleri François Hollande'ı *mutlak değişim* için iktidara taşıdı. Ancak Hollande'ın ülkeyi gerçekten 'Sol bakış'la yönetebilmesi için Haziran ayında yapılacak genel seçimlerin sonucunu beklemesi gerekecek; Ulusal Meclis çoğunluğunun da sosyalistlerin başını çektiği *sol uzlaşmadan* yana milletvekillerinden oluşması durumunda iktidar tamamen kendi denetiminde olacaktır. Aksi durumda Fransız siyaset tarihine yeni bir "*Cohabitation*" dönemi daha yazılacaktır.

Şimdi, yeni Cumhurbaşkanından Fransa'nın büyüklüğüne yaraşır, insani bir politikayı yeniden canlandırmasını ona oy veren bilinçli kitleler sabırsızlıkla bekliyor. Fransa artık *altıncı Cumhuriyet'e* her seçimin yeni bir *alternance* teşkil edebileceği yeni bir politikayla adım atmalı diye düşünenlerin sayısı pek de azımsanmayacak bir oranda. Bu *alternance* (6 Mayıs değişimi) mutlak bir şekilde partiler arası iktidarın dönüşümü anlamına gelmeli; ama asıl olan, *alternance*'ın temelini (temel aktörünü) kişiler ve onların politik görüşlerinin oluşturmasıdır.

Bu *altıncı Cumhuriyet*'in temeli, 10-17 Haziran seçimleriyle birlikte atılabilir gibi gözüküyor. Najat Vallaud Belkacem gibi gençlerden oluşan, ilk dönem ulusal politika yapacaklar Parlamento'ya seçileceklerdir. Bu seçilecekler eğer tek bir dönem, tek bir görev kararını alabilirlerse, yukarıda bahsettiğimiz büyüklük anlamında Fransa yolunda ilerlerken başka ülkeleri de bu yönde cezbedecektir. Ama gelen haberler en azında sağ taraf için pek de benim önerdiğim yönde değil. Nicolas Sarkozy döneminin başbakan dahil 24 bakanı Ulusal Meclis'te yer almak için yeniden milletvekili adayı olacaklarmış.

* * * *

Sadece tek dönem seçilebileceğini bilen cumhurbaşkanları, başbakanlar, politikacılar artık gazetecilerle uğraşamayacak, iş adamlarından para istemeyeceklerdir. *Mediapart*, *L'Oreal*, ve burada sayamadığımız ve de bilmediğimiz örnekler yaşanmayacaktır. Çünkü beşinci yılın sonunda seçim sonucunda *alternance* ve ardında geriye dönülmez bir hesaplaşmanın çekincesi olacaktır.

Ayrıca Cumhurbaşkanlığının hemen ardından yapılan milletvekili seçimlerine de bir son verilmeli. Cumhurbaşkanları çok gerekli görürlerse Parlamento'yu feshetsinler, zaten de bu hakka sahipler. Ama bu da tek dönem görev yapma ile çelişmeyecek şekilde. Bu kısım biraz daha zor...

* * * *

Fransa'da ki Cumhurbaşkanlığı seçim sisteminde ezici çoğunluktan ziyade mutabakat (uzlaşma) aranır. Nitekim 6 Mayıs'ta ikinci tur için yarışan iki adayın birinci tur sonuçlarını incelediğimizde aradaki farkın ne kadar az olduğu görülmekte. İkinci turun belirleyicisi Merkez'de olduğunu iddia eden François Bayrou ve aşırı Sağ'ın lideri Marine Le Pen olmuştur. Bu iki liderin ilk tur oyları siyasal ve ekonomik yaşama olan tepki oylarıdır.

İki ana adayın birinci ve ikinci turda aldıkları oylar, onların yukarıdaki rakamlardan da anlaşılacağı gibi yazılı olan ya da olmayan adaylar arası politik bir uzlaşmanın sonucunda ortaya çıkan fiili durumdur. Bu da seçim sonucunu, dolayısıyla iktidarın güçler arası paylaşımını belirlemiştir.

Tüm bu anlatmaya çalıştıklarımızın ışığında günümüzde bir ülkenin büyüklüğü, yukarıda belirtilen insani deneyim ve değerler anlayışının en geniş kültürlü, eğitilmiş, özgür kitlelere yayılmasıyla paralellik taşımaktadır. Bir ülkedeki seçim sistemi de toplumsal katılım ve uzlaşmanın büyüklüğü (genişliği) oranında önemli bir göstergedir.



Kaléidoscope 28

Gül Günver Turan

Présidente du Mouvement Européen-Turquie
ggturan@gmail.com

Les illusions face aux réalités

A l'occasion du Congrès International de la Paix organisé à Paris en 1849, dans son discours intitulé « Un Jour Viendra », Victor Hugo avait évoqué l'époque à venir des « États Unis d'Europe » où : « vous, France, vous Russie, vous Italie, vous Angleterre, vous Allemagne, vous toutes, nations du continent, sans perdre vos qualités distinctes et votre glorieuse individualité, vous vous fondrez étroitement dans une unité supérieure, et vous constituerez la fraternité européenne ». L'Union Européenne existe aujourd'hui, mais sans la Russie, et bien touchée par la crise de 2008.

Keynes avait écrit en 1930 un article intitulé « Perspectives économiques pour nos petits-enfants » dans lequel il essayait de répondre à la question suivante « Quel niveau de vie économique pouvons-nous espérer atteindre dans 100 ans ? » Sa réponse envisageait la possibilité d'une période sans problèmes économiques, de l'âge des loisirs et de l'abondance, dans laquelle il n'y aurait plus de lutte pour la subsistance. Selon Keynes « atteindre cette félicité économique dépend de quatre éléments : notre faculté à contrôler l'accroissement de la population, notre volonté d'éviter les guerres et guerres civiles, notre assentiment à confier à la science ce qui est proprement du domaine de la science, et le montant de l'épargne que représentera l'écart entre notre production et notre consommation ». Et toujours selon lui, « ce dernier facteur n'offrira aucune difficulté, si les trois premiers sont respectés. »

Aujourd'hui, on est loin de faire de pareils projets pour notre monde. On est loin de parler d'une Union Européenne unifiée et sans difficultés. Tout dernièrement, Paul Krugman nous invitait à « contempler le sombre avenir de l'Europe », d'autres tiraient « l'avenir de l'UE : pas de guerre mais pas non plus de croissance ». On contemple avec étonnement que les suicides dus à la crise économique sont en hausse en Irlande et Italie. Et comme on le voit avec les titres suivants, on cherche des solutions aux questions actuelles sans pouvoir vé-

ritablement formuler de réponses : « L'âge noir de la macroéconomie », « Le retour de la dépression économique et la crise de 2008 », « L'avenir du système financier international : rien de nouveau », « Commerce international : l'après Doha », « Développements futurs : échapper aux conséquences catastrophiques ».

Nous apercevons également une inflexibilité totale de la part des leaders européens, qui, au mois de mars, ont signé un pacte fiscal – un véritable programme fiscal d'austérité qui ralentira la croissance des pays concernés. De leurs côtés, les autorités monétaires sont décidées à augmenter les taux d'intérêts aux moindres mouvements des prix à la hausse. Craignant un retour de l'inflation, elles entendent poursuivre une politique monétaire restrictive qui causera une baisse des investissements, contribuant ainsi à ralentir davantage le taux de croissance. Une politique monétaire et fiscale restrictive ne pourrait qu'augmenter le chômage, qui est déjà bien élevé.

Le sort de Nicolas Sarkozy a été décidé en partie du fait de ces événements. La France, confrontée à un chômage record, une récession prononcée et une dette considérable auxquels s'ajoute une insécurité sociale, a élu François Hollande président. François Hollande parle de rééquilibrer les finances publiques, de relancer l'emploi – surtout celui des jeunes, de lutter contre le chômage, d'aider les petites et moyennes entreprises tout en promettant de financer ces nouvelles dépenses par les économies de l'État. Économies qui se feraient en diminuant les avantages fiscaux accordés aux grandes entreprises et au secteur financier, avantages qui n'avaient à aucun moment contribué à la croissance ou à l'augmentation de l'emploi. François Hollande pense ainsi promouvoir une croissance de 2 à 2.5 %, et assurer un déficit budgétaire de 0 % d'ici fin 2017, année de la fin de son mandat. Il se veut prudent et réaliste et cela sera à voir. On espère beaucoup de lui mais il ne donnera que ce qu'il pourra.



Prof. Dr. Haydar Çakmak

Université de Gazi
Directeur du Département des Relations Internationales

L'ère Hollande

Les élections du 6 mai sont-elles importantes à cause du départ de Sarkozy ou en raison de la victoire de François Hollande ? Ou sont-elles importantes pour ces deux raisons ? Je pense que l'une et l'autre sont déterminantes, vu que 52% des Français estimaient que Sarkozy n'avait pas rempli son mandat avec succès contre 48% qui pensaient le contraire. Il faut donc tenir compte de ces 48% de partisans. Pour ce qui est des relations avec la Turquie, Sarkozy était une véritable catastrophe. Les relations franco-turques remontent à environ cinq siècles. Sans compter les pays des Balkans, c'est avec la France que la Turquie a établi ses plus anciennes relations. En 1535, quand le roi de France, François 1er, tomba entre les mains de Charles Quint, la mère du roi écrivit une lettre à Soliman le Magnifique et envoya de riches présents pour que

Hollande devra tout d'abord réparer les dégâts causés par Nicolas Sarkozy

le Sultan aille à la rescousse de son fils. Tout au long de son quin-

quennat, Sarkozy n'a raté aucune occasion de s'attaquer à la Turquie. Pour s'assurer du vote des Arméniens vivant en France, il a adopté, à propos des conflits turco-Arméniens de 1915, la thèse du génocide rejetée par la Turquie. De ce fait, sous prétexte de protéger une population chrétienne d'une population musulmane, il comptait aussi récupérer les votes des ultras catholiques. Ce faisant, il pensait aussi s'attirer les votes de la droite et de l'extrême droite françaises.

Nous ne pouvons évaluer le nombre de votes que lui a rapporté sa politique anti-turque, mais une chose est sûre, c'est que Sarkozy a réussi à endommager les relations franco-turques, et que les deux pays s'en sont sortis avec beaucoup de dégâts.

François Hollande n'a pas seulement gagné grâce à sa personnalité, il a gagné parce qu'il était le candidat du Parti Socialiste. Cinq ans avant, Sarkozy avait gagné les élections par sa personnalité. Dès lors, je pense que Hollande, plus particulièrement en ce qui concerne la politique extérieure, ne prendra pas seul ses décisions en fonction de sa stratégie électorale et de ses intérêts propres intérêts, mais prendra des décisions collégiales et collectives, selon une philosophie de gauche. Par ailleurs, le Parti Socialiste français, comme tous les partis de gauche, libéraux et de centre-droit d'Europe, est favorable à l'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne, sous réserve d'alignement selon les normes européennes.

Lorsque l'on examine la relation entre deux pays, on n'envisage pas seulement des relations bilatérales, on prend en compte les zones d'influence de ces deux pays, leur rôle dans les relations régionales et internationales, et leur population. La victoire de Hollande est certes importante pour la France, mais aussi pour l'Union Européenne et la politique mondiale de la France. L'alliance de Sarkozy avec les Américains et les Anglais en ce qui concerne les politiques de Tunisie, d'Égypte, du Yémen, de Lybie et de Syrie n'était pas digne de la politique et de la philosophie traditionnelles de la France. Les Allemands se sont distancés davantage du Printemps arabe et ne se sont pas engagés dans les politiques américaines. La soif de victoire de Sarkozy et sa politique de bonnes relations avec les Etats-Unis n'a fait qu'endommager la notoriété de la France à l'échelle internationale. Hollande devra tout d'abord réparer les dégâts causés par Sarkozy. Sarkozy avait trop inféodé la France à l'Allemagne.

La France possède la 6ème économie et la 4ème plus grande armée au monde. Elle est membre du Conseil de Sécurité des Nations-Unies, l'un des pays les plus influents de l'Union Européenne ; c'est un pays impérialiste au grand crédit international. Même si la France ne mène pas le jeu au niveau mondial, elle peut toujours influencer et réussir au niveau régional. La France peut regagner la réputation de pays influent et pacifique qu'elle avait avec Mitterand. La France et François Hollande doivent bien utiliser la chance qui leur est donnée.

La Turquie est un pays au passé impérial, doté de la 16ème économie au monde et d'une puissante armée. Elle tente d'adhérer à l'Union Européenne depuis 1959. Aucun pays ni leader n'a jusqu'à présent fait à la Turquie ce qu'a fait Sarkozy. Par sa situation géographique, la Turquie est un pays du Moyen-Orient, du Caucase, de la Mer Noire, de la Méditerranée et des Balkans. Si la France veut conserver ses intérêts dans ces régions et y être influente, porter atteinte à ses relations avec un pays comme la Turquie pour des problèmes de 3ème ordre n'est pas une politique avisée. L'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne ne fera qu'accroître la puissance de l'Europe et des Européens. Par sa force économique et politique actuelle, elle deviendra la force motrice de l'Union Européenne. Espérons que Hollande et son équipe en seront conscients.

Restaurant et Hôtel, en plein cœur de la vieille ville d'Istanbul.

www.armadahotel.com.tr
0212 455 4 455

